NAO du 15 octobre 2026 : 0 € POUR LES SALAIRES !

La Direction n'a toujours aucune enveloppe budgétaire à proposer pour les augmentations de salaires.

Pourtant, à l'Afpa, les mauvaises nouvelles s'accumulent : plus de **900 postes supprimés, 30 centres menacés de fermeture** et des conditions de travail qui se dégradent.

Depuis des années, les salarié·es s'investissent pour assurer les missions de service public de l'Afpa. En retour ? Aucune reconnaissance salariale !

La Direction a perdu le sens des priorités :

- **0 €** d'enveloppe annoncée pour les augmentations de salaires,
- **Plus de 300 000 €** prévus pour les avocats dans l'accord de méthode du PSE.
- **180 millions d'euros** d'investissements annoncés pour le réaménagement des centres et des plateaux techniques.

Pour supprimer des emplois, les budgets existent. Pour reconnaître le travail des salarié·es, il n'y aurait plus d'argent !

QUAND LA DIRECTION ESQUIVE LA QUESTION DES SALAIRES !

La seule piste évoquée par la Direction : ***une possible augmentation de la valeur faciale du titre-restaurant*, une mesure hors NAO qui ne répond en rien aux revendications salariales de la CGT.** Pire, avec une répartition unique envisagée à 55 % employeur et 45 % salarié, **la Direction remet en cause un dispositif qui était auparavant plus favorable aux bas salaires.**

Quant à la **hausse prévue des cotisations de prévoyance et frais de santé,** si elle n'est pas intégralement absorbée par l'employeur, c'est encore le pouvoir d'achat de tous les salarié·es qui diminuera !

NOS SALAIRES NE SONT PAS UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT !

Rappelons-le : les salarié·es ont déjà **perdu 24 % de pouvoir d'achat** en dix ans. Ça suffit !

la CGT revendique :

- Des augmentations générales à la hauteur de la perte de pouvoir d'achat subie par les salarié·es,
- La revalorisation de la PRU,
- Des frais de déplacement basés sur le barème URSSAF,
- Une meilleure prise en charge de la complémentaire santé par l'employeur.

Nous refusons de payer les conséquences des choix de la Direction et des politiques budgétaires de l'État.

CONTRE LE PLAN DE DÉSORGANISATION ET SES LICENCIEMENTS,
POUR NOS SALAIRES ET NOS EMPLOIS :
MOBILISONS-NOUS LE 5 NOVEMBRE !

Pas de reconnaissance sans augmentation des salaires !
Pas d'avenir pour l'Afpa sans ses salarié·es !